

Services Vétérinaires : Santé et Protection des Animaux et de  
l'Environnement  
11 Avenue du Grand Cours  
CS 41603 – Cedex  
76107 ROUEN

ROUEN, le 29/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TAHON Pascal**

Hambures  
1 Rue des Longs Champs  
76660 Clais

Code AIOT : 0057600343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 dans l'établissement TAHON Pascal implanté Hambures 1 Rue des Longs Champs 76660 Clais. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite est le plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAHON Pascal
- Hambures 1 Rue des Longs Champs 76660 Clais
- Code AIOT : 0057600343
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

**Les installations contrôlées sont :**

- forage
- atelier
- stockage de matériel
- stockage et broyage de céréales
- local divers
- stockage futur local phyto
- bâtiment ballon d'eau
- petit hangar matériel
- local électrique avec groupe électrogène
- les couloirs des porcheries
- bureau de la machine à soupe
- vestiaire du personnel

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Les types de suites retenus sont :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Lettre de suite préfectorale	15 jours
12	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
3	Préventions des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
11	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- le plan de l'exploitation actualisé a été fourni à la demande de l'inspecteur de l'environnement.
- le cheptel correspond toujours à l'effectif mentionné dans l'AP du 9/04/2015
- un plan de dératisation est présent dans le vestiaire des salariés.
- l'exploitation ne dispose pas d'extincteurs, notamment la cuve à fuel, la réserve de fuel du groupe électrogène et les armoires électriques dont celles des couloirs d'accès aux porcheries.
- un contrat de maintenance des extincteurs n'a pas été fourni. Le plan des extincteurs n'est pas actualisé.
- le bureau dispose d'un affichage des numéros d'urgence.
- un contrôle des installations électriques n'a pas été fourni.
- la cuve à fuel est à double paroi.
- la cuve à fuel du groupe électrogène est à simple paroi et ne possède pas de rétention.
- le fût d'huile n'est pas sur rétention.
- le raccordement du forage au réseau public possède un dispositif de disconnexion.
- la tête du forage est au dessous du terrain naturel. La protection du forage n'est pas hermétique et ne possède pas un dispositif approprié de fermeture.
- 2 coques plastiques sont disposées sur une dalle béton pour l'équarrissage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 3</a>
<b>Thème :</b> Élevage, plan de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</i>
<b>Constats :</b> <b>Le plan de l'exploitation actualisé a été fourni à la demande de l'inspecteur de l'environnement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 4</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Actualisation cheptel
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</i> <i>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime.</i>
<b>Constats :</b> <b>Le cheptel correspond toujours à l'effectif mentionné dans l'AP du 9/04/2015 (4 162 animaux équivalents, 3 906 places d'engraissement et 1 280 places de post-sevrage).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Préventions des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 10</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Lutte contre les rongeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</i>
<b>Constats :</b> <b>Un plan de dératisation est présent dans le vestiaire des salariés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 13</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Extincteur
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitation ne dispose pas d'extincteurs, notamment au niveau de la cuve à fuel, de la réserve de fuel du groupe électrogène et des armoires électriques dont celles des couloirs d'accès aux porcheries.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 5 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 13</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Extincteur
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</i>
<b>Constats :</b> Un contrat de maintenance des extincteurs n'a pas été fourni. Le plan des extincteurs n'est pas actualisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 6 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 13</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Numéros d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</i> <i>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</i> <i>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</i> <i>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</i> <i>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</i> <i>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</i>
<b>Constats :</b> Le bureau dispose d'un affichage des numéros d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 14</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</i>
<b>Constats :</b> <b>Un contrôle des installations électriques n'a pas été fourni.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 15</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Cuve à fuel
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</i>
<b>Constats :</b> <b>La cuve à fuel est à double paroi.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 9 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 15</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <i>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</i> <i>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i> <i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</i>
<b>Constats :</b> <b>La cuve à fuel du groupe électrogène est à simple paroi et ne possède pas de rétention.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 15</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</i>
<b>Constats :</b> <b>Le fût d'huile n'est pas sur rétention.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 11 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 18</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Equipements du Forage
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</i>
<b>Constats :</b> <b>Le raccordement du forage au réseau public possède un dispositif de disconnexion</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 19</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Forage
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.</i> <i>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</i> <i>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</i>
<b>Constats :</b> <b>La tête du forage est au dessous du terrain naturel. La protection du forage n'est pas hermétique et ne possède pas un dispositif approprié de fermeture.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <a href="#">article 34</a>
<b>Thème :</b> Élevage, Equarissage
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.</i>
<b>Constats :</b> <b>2 coques plastiques pour l'équarissage sont disposées sur une dalle béton.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite